

Handicap International condamne l'utilisation des armes à sous-munition par la Thaïlande

L'arme controversée réapparaît

La Thaïlande a confirmé officiellement avoir utilisé des sous-munitions lors du conflit frontalier avec le Cambodge début février. « C'est extrêmement préoccupant » déclare Handicap International. « C'est la première fois depuis l'entrée en vigueur de la Convention d'interdiction des armes à sous-munitions que cette arme 'interdite' est utilisée quelque part dans le monde. »

Début février, des combats avaient lieu à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, près du temple de Preah Vihear. La Cluster Munitions Coalition, (CMC), dont Handicap International est l'un des membres fondateurs, avait démontré l'emploi de sous-munitions après avoir mené une enquête approfondie sur place. Le 5 avril, l'ambassadeur de Thaïlande auprès des Nations unies à Genève a reconnu officiellement l'utilisation de ces armes, qui ont causé la mort de deux personnes. Deux autres personnes ont été mutilées et cinq autres blessées.

“C'est la première fois que des sous-munitions sont utilisées depuis que la Convention d'interdiction des armes à sous-munitions est entrée en vigueur le 1er août 2010” déclare Bruno Leclercq, responsable de l'Unité Politique de Handicap International Belgique. “Il est extrêmement préoccupant qu'un pays utilise cette arme, interdite par un traité international et devenue totalement inacceptable pour la communauté internationale. Une arme qui blesse et qui tue sans faire de distinction entre une cible militaire et un simple citoyen.” Il ajoute: “C'est incompréhensible que la Thaïlande utilise maintenant des sous-munitions, un pays qui avait joué un rôle de pionnier dans l'interdiction des mines antipersonnel.”

“Il est important que le territoire cambodgien soit nettoyé aussi rapidement que possible pour éloigner cette menace de la population. Cinq mille civils courent un danger” précise Bruno Leclercq, auparavant directeur du programme de Handicap International au Cambodge. Handicap International demande à la Thaïlande de fournir toutes les informations nécessaires pour aider à la dépollution des zones contaminées et de permettre aux habitants de retrouver dans leur région. Notre organisation lance un appel pour que les victimes reçoivent toute l'aide nécessaire, à court et à long terme. Ce soutien consiste en soins médicaux, depuis la réadaptation jusqu'au soutien psychologique et économique.